Antoine TINE

Docteur en science politique de l'Institut d'Études politiques de Paris.
Professeur, UFR sciences juridiques et politiques,
Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal

(2005)

“Élites politiques et démocratisation au Sénégal. Pour une lecture néo- machiavélienne”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Antoine TINE

[Docteur en science politique de l’Institut d’Études politiques de Paris.]

“Élites politiques et démocratisation au Sénégal. Pour une lecture néo-machiavélique”.

Paper presented at the policy-dialogue on the role of political elites in the context of African Union and the NEPAD, organized by AISA (African Institute of South Africa)- Pretoria, 13 – 14 December 2004.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction d’Elisabeth Annan-Yao, **Démocratie et développement en Afrique de l’Ouest. Mythe et réalité.**, pp. 127-152. Dakar : CODESRIA, 2005.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 2 avril 2008 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : tony_tine66@yahoo.fr ou antoinetine@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 18 avril 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Antoine TINE

[Docteur en science politique de l’Institut d’Études politiques de Paris.]

“Élites politiques et démocratisation au Sénégal.
Pour une lecture néo-machiavélienne”

Paper presented at the policy-dialogue on the role of political elites in the context of African Union and the NEPAD, organized by AISA (African Institute of South Africa)- Pretoria, 13 – 14 December 2004.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction d’Elisabeth Annan-Yao, **Démocratie et développement en Afrique de l’Ouest. Mythe et réalité.**, pp. 127-152. Dakar : CODESRIA, 2005.

Table des matières

[Résumé](#)

[Introduction](#)

1. [Jalons théoriques](#)
2. [Figures des élites politiques au Sénégal](#) : mutations et permanences.

[Références bibliographiques](#)

Antoine TINE

**“Élites politiques et démocratisation au Sénégal.
Pour une lecture néo-machiavélienne”.**

Paper presented at the policy-dialogue on the role of political elites in the context of African Union and the NEPAD, organized by AISA (African Institute of South Africa)- Pretoria, 13 – 14 December 2004.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction d’Elisabeth Annan-Yao, **Démocratie et développement en Afrique de l’Ouest. Mythe et réalité.**, pp. 127-152. Dakar : CODESRIA, 2005.

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

Le « néo-machiavélisme » s’inspire de la philosophie politique de Machiavel, qui privilégie l’analyse « réaliste » ou phénoménologique de l’action politique, en disant comment les hommes agissent effectivement (« la verità effettuale »). À cet égard, le philosophe florentin considère que la politique comme « libido dominandi » repose sur deux moyens spécifiques : la force et la ruse. Une telle conception le conduit à prendre en considération les stratégies de pouvoir construites par le « Prince » et la classe dirigeante. C’est dans cette perspective théorique que s’inscrit la théorie « néo-machiavélienne » des élites. C’est un courant sociologique élaboré au XIX^{ème} siècle, en Italie et en Allemagne essentiellement, avec des penseurs comme Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca, Roberto Michels. Il dénonce les limites et les impossibilités de la démocratie représentative, en montrant que dans toute société, il y a toujours une « minorité gouvernante » et une « majorité de gouvernés » ou que l’oligarchie est l’essence même de tous les régimes, la démocratie y compris, voire de toutes les organi-

sations sociales. Est-il pertinent de soumettre le processus de démocratisation au Sénégal à l'épistémologie « néo-machiavélienne » ?

“At the peak of every political system is a relatively small handful of individuals who are far more involved in politics than ordinary citizens. They are the ones who dominate the political processes and make politics and government a full-time career. This small group of leaders is usually referred to as political elite. (...). The political elite is the most influential of this small group of interest and involved citizens “ (Wilson 1996 : 114)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les partis politiques, on le sait suffisamment aujourd'hui, symbolisent la démocratie pluraliste (Dahl 1979 ; 1982 ; Lijphart 1977 ; Lijphart 1984 ; Gaxie 1993), mais dès qu'on s'interroge sur leur rapport aux principes démocratiques, on découvre qu'ils sont bien souvent entre les mains d'élites ou de « professionnels de la politique » (Weber 1959 ; Suleiman 1976), dont la préoccupation est de contrôler la scène politique. Il y a, pour ainsi dire, un curieux paradoxe dans l'idée que le phénomène partisan peut être à la fois une dynamique et un frein à la légitimité démocratique (Donegani et Sadoun 1994).

Quand on relit l'histoire politique du Sénégal (Fall 1977 ; Hesselting 1985 ; Zucarelli 1987 et 1988 ; Johnson 1985, 1991, 1992 ; Ly 1992 ; Diop 1992 ; Diouf 2001 ; Diop 2002a ; Diop 2002b), il est difficile d'ignorer la préoccupation constante du pouvoir de quadriller l'espace public et d'acquiescer la complicité explicite des partis d'opposition. La construction élitiste du politique conduit à ce que Aminata Diaw a appelé une « *démocratie de lettrés* » (Diaw 1992 : 299-329). Je parlerai, pour ma part, d'une démocratie politicienne détenue par les partis politiques.

Une question essentielle se pose réellement –au Sénégal comme un peu partout ailleurs en Afrique-, celle de l'enracinement citoyen de la démocratisation ¹ : comment créer les conditions nécessaires pour permettre la participation du plus grand nombre de citoyens, en l'occurrence des paysans et de ceux qui sont exclus des processus politiques dès qu'on sort des périodes électorales ?

La démocratie libérale semble ne plus être tant le régime fondé sur la souveraineté du peuple qu'un type d'organisation concernant le pouvoir des élites politiques. Cela suscite deux interrogations : 1)- Jusqu'à quel point un gouvernement des élites est-il compatible avec les règles démocratiques ? 2)- Quel est le rapport entre les élites politiques partisans et la société civile ? En l'occurrence, une large partie

---

¹ Le problème de l'enracinement et/ ou de l'élargissement de la démocratisation en Afrique mériterait, à mon sens, d'être un axe majeur de recherche. Des institutions comme le CODESRIA (Council for the Development of Social Science Research in Africa), l'AAPS (African Association of Political Science) et les organisations de recherche disséminés à travers le Continent Africain pourraient suivre cette problématique fondamentale pour voir comment les sociétés rurales s'approprient les principes démocratiques, comment « inculturer l'Etat » (Sindjoun 2002 : 325-327) et la République au village et repenser le développement. La parution récente, dans la série des livres du CODESRIA, de *Peasant Organisations and the Democratisation Process in Africa* (Mahmoud Ben Rhomdane & Sam Moyo, eds), va heureusement dans ce sens. Cette initiative mériterait d'être poursuivie et élevée au rang de priorité de recherche. Corrélativement, il y a aussi la question des expériences de décentralisations, dont l'enjeu est de vivifier la vie politique en impulsant des processus démocratiques au niveau local. Les chercheurs africains en sciences sociales pourraient utilement s'y pencher, car les tentatives en cours connaissent des dérives et sont souvent instrumentalisées par des élites partisans pour organiser la circulation du pouvoir et de la richesse. Le plus souvent, les collectivités locales sont loin d'être des modèles de gouvernance locale et « qu'assez souvent prévaut la gestion patrimoniale et personnalisée des affaires partisans » (Mahaman Tidjani Alou 2002 : 37). Pour le cas du Sénégal, lire Giorgio BLUNDO, « La corruption comme mode de gouvernance locale, trois décennies de décentralisation au Sénégal », in *Afrique Contemporaine*, 2001, pp. 115-127.

des citoyens, celle qui n'est pas dans les partis politiques, n'est-elle pas dépossédée de sa souveraineté ?

Ces questions ont donné lieu à un affrontement entre théories élitistes monistes et pluralistes. Pour les unes, l'élite politique est une, unique et dominante. Pour les autres, c'est l'existence d'une diversité des élites politiques, opposées entre elles, qui doit être prise en compte et qui contribue au maintien du caractère partiellement démocratique des régimes représentatifs. Les élites politiques doivent être plurielles et entretenir entre elles des rapports sinon conflictuels du moins concurrents (Dahl 1979 ; 1982). C'est dans cette optique que Joseph Schumpeter parle de l'existence d'une élite démocratique et redéfinit la démocratie en privilégiant les dimensions procédurales. Pour lui, la démocratie est « *le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple* ».

Par ailleurs, tout porte à penser que la démocratisation en Afrique ne concerne véritablement que les citoyens privilégiés - professionnels de la politique, leaders et élus (parlementaires, municipaux) - et qu'elle est déconnectée de la société, instaurant ainsi un divorce profond entre les partis politiques et ceux qu'ils sont censés représenter.

« Il est vrai que les démocratisations africaines semblent avoir comme point d'ancrage les espaces urbains. Tout laisse penser que la vie politique se limite aux villes où se concentrent les principales institutions et organisations politiques (partis politiques, syndicats, associations). Les sociétés rurales, pour leur part, ne sont sollicitées que pendant les campagnes électorales ou lors des tournées des leaders politiques, l'enjeu étant ici de capter leurs suffrages. » (Mahaman Tidjani Alou 2002 : 37)

D'où le discrédit qui sape le système partisan. Les partis politiques, pouvoir et opposition au même titre, sont donc interpellés par l'exigence d'inventer d'autres pratiques face à une population exaspérée par l'absence de perspective sociale et économique. C'est le ma-

rasme, la crise à tous les niveaux...Les piètres performances économiques et sociales des régimes qui se sont succédés, de Senghor à Abdou Diouf, et maintenant avec Wade, limitent la portée des processus de démocratisation, aussi longtemps que les « maigres » ressources du pays ne profitent pas à tous, mais seulement à une minorité. Les Sénégalais pourraient bien se demander comme les Zambiens « *Can we eat democracy* » (« *Pouvons-nous manger la démocratie* ») (Daloz et Quantin 1997 : 243-262), tant la mise en place d'institutions démocratiques est loin d'impulser le développement tant espéré. Pour tenter de justifier leur difficulté à gérer les demandes sociales, les pouvoirs publics se réfugient derrière les politiques libérales d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI (dégraissage de la fonction publique, privatisation tous azimuts des entreprises publiques, réduction du rôle de l'Etat dans les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé, crise de financement du secteur public) et négligent de prendre en considération leur responsabilité dans la conduite de politiques publiques improductives.

« À cet égard, il faut se souvenir de l'incompétence tant décriée des pouvoirs en place, à qui il était reproché de produire des politiques qui ne prennent pas suffisamment en compte les attentes de la société. [...]. Le problème qui se pose ici tourne autour de la capacité des nouveaux régimes démocratiques à répondre aux attentes sociales suscitées par la nouvelle situation politique. En somme, il s'agit de considérer leur capacité à gouverner la cité à travers une allocation efficiente des ressources publiques. » (Mahaman Tidjani Alou 2002 : 36)

Il est loisible de constater le caractère éminemment urbain et élitiste des partis politiques sénégalais. Même s'ils revendiquent, pour la plupart, une implantation électorale nationale, ils ne se rappellent bien souvent au souvenir de la majorité des Sénégalais qu'à l'occasion des grandes tournées électorales qui conduisent les responsables dans les villages les plus reculés du pays. Ces partis sont entre les mains d'élites politiques accusées le plus souvent d'être incapables de penser les réalités sociales des classes les plus démunies et de proposer des projets de société adéquats. Au moment des indépendances africaines,

les nouvelles élites politiques sont apparues auréolées d'une « *mission messianique* » de construction nationale ou de modernisation pour stimuler la croissance économique. L'Etat s'est présenté comme le « démiurge du développement » (Diouf 1992 : 233-278). Trois décennies après, bientôt quatre, le « développement » tant espéré n'a pas eu lieu.

Il me semble nécessaire d'étudier cette problématique des élites dans les processus de démocratisation (Prewitt 1973 ; Putnam 1976 ; Blanchet 1977 ; Higley, Field and Groholt 1975 ; Higley and Burton 1989 ; Higley and Gunther 1992 ; Quantin 1995), non pas tant pour fustiger les classes dirigeantes et conclure à l'impossibilité de la démocratie, mais pour comprendre la stratification des pouvoirs dans la société et comment s'interpénètrent les logiques du « haut » et celles du « bas ». On se contente trop souvent de la généralité qui stipule que dans toute société, il y a toujours une « *minorité gouvernante* » et une « *majorité de gouvernés* » ou que l'oligarchie est l'essence même de tous les régimes, pour ne pas dire de toutes les organisations sociales. Du coup, l'extension du suffrage universel, laquelle a donné naissance aux partis politiques, aurait contribué à masquer que le pouvoir reste entre les mains d'une petite minorité qui s'exprime au nom d'une majorité toujours absente et silencieuse. Peut-on dire que l'institutionnalisation des partis politiques favorise l'inégalité en permettant la domination d'une aristocratie ? Les élites politiques au Sénégal ont-elles plus de pouvoir que les autres citoyens et règnent-elles sur une population indifférenciée et manipulée ?

1- Jalons théoriques

[Retour à la table des matières](#)

Le néo-machiavélisme s'inspire de la philosophie politique de Machiavel, qui privilégie l'analyse « réaliste » ou phénoménologique de l'action politique en disant comment les hommes agissent. Est-il vrai

que la démocratie représentative masque la « *vérité effective des choses* » (« *verità effettuale* » : Machiavel 1980 : Chap. XV) derrière des simulacres juridiques ? Il s'agit pour Machiavel de dire la politique telle qu'elle est et non pas telle qu'on se l'imagine. Le philosophe florentin considère que la politique repose sur deux moyens spécifiques : la force et la ruse. Une telle conception le conduit inévitablement à prendre en considération les stratégies de domination construites par le prince (le détenteur du pouvoir) et par les élites (la classe dirigeante).

C'est dans cette perspective théorique que la théorie "néo-machiavélienne" des élites (Leclercq 1994 : 53 et sqq ; Burnham 1949 ; Busino 1988 ; 1992a ; 1992b ; Bobbio 1976) a été élaborée en Occident, en Italie et en Allemagne essentiellement, pour dénoncer les limites et les impossibilités de la démocratie représentative. On était alors dans un contexte de « crise du parlementarisme », se traduisant par la difficulté de voir se concrétiser une réelle participation politique des citoyens aux affaires de la cité et une véritable représentation de leurs intérêts. Selon Eugenio Ripepe, la formulation de la théorie des élites en Italie est la conséquence des rapports inégalitaires de classes (Rippepe 1971 ; 1974 ; Nye 1977). L'unité de l'Italie a été réalisée en marginalisant ou en excluant les classes moyennes et populaires. On pouvait lire dans les journaux de l'époque : « *du point de vue juridique, il y a dans ce pays un régime représentatif ; du point de vue réel, nous sommes dominés par une oligarchie* ».

La critique de l'élitisme s'attaque au décalage entre la théorie de la démocratie et la pratique de la représentation politique. L'Italie du XIX^e siècle était l'une des plus jeunes et des plus corrompues des démocraties représentatives de l'époque. Effacés les grands projets du « Risorgimento », il ne restait que la dure réalité de tous jours, le marasme économique. Le peuple avait le sentiment d'une confiscation de la démocratie par l'élite politique. Le suffrage universel était loin d'être une procédure d'expression de la démocratie citoyenne. Giovanni Busino résume cela en ces termes :

« Au lieu d'affermir la croyance en l'instauration de la démocratie, l'extension du suffrage universel accroît au contraire les doutes, les incertitudes et les équivoques. Le pouvoir semble rester dans les mains d'une petite minorité qui s'exprime au nom d'une majorité toujours absente et qui méprise pratiquement ceux qui sont exclus de son giron. Le régime représentatif masque t-il donc la réalité effective, à savoir qu'une petite oligarchie dirige le pays ? La réponse est unanimement affirmative. Il est en effet question d'un pays légal et d'un pays réel, du vrai peuple et du peuple non légal, et on commence à rechercher la « vérité effective » derrière les simulacres juridiques, bien que dans le fond tous restent persuadés que les sociétés ont des structures hiérarchiques (...) » (Busino 1992b : 220).

La critique « néo-machiavélienne » des élites part du postulat qui fait valoir que les hommes sont par nature inégaux et qu'il est par conséquent illusoire de vouloir changer cette réalité. La domination de la minorité sur la majorité est une donnée immuable, intrinsèque à l'ordre social. La démocratie, du moment qu'elle repose sur le principe de majorité, est donc une duperie, une fraude, et dans le meilleur des cas, un mirage. Les théoriciens élitistes affirment la séparation des gouvernants et gouvernés et posent la problématique du fait oligarchique en affirmant l'existence d'une couche particulière de personnes constituant l'élite. Il est utile de faire ici une brève présentation des pensées des principaux représentants de ce courant de l'anti-élitisme démocratique : **Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca, Robert Michels.**

1)- Vilfredo PARETO (1848-1923), économiste et sociologue italien, soutient que l'oligarchie est la clé de voûte de tous les gouvernements (Pareto 1968a ; 1968b). Il organise sa pensée autour de la notion d'élite :

« La notion principale des termes d'élite est celle de supériorité... En un sens large, j'entends par élite d'une société les gens qui ont à un degré remarquable des qualités d'intelligence, de caractère, d'adresse, de capacité de tout genre » (Pareto 1968a : 1295).

Ainsi, la supériorité des élites est justifiée et leur domination considérée comme « naturelle ». Le facteur le plus déterminant à son

avis est le facteur psycho-sociologique, c'est-à-dire les caractéristiques humaines des élites. Certaines qualités et certaines dispositions naturelles sont présentes chez des individus seulement. C'est ce qui crée l'inégalité et fait que les sociétés ne sont pas homogènes mais divisées en groupes et en classes très hétérogènes. Les sociétés se caractérisent par un clivage entre l'élite (l'ensemble des individus les plus capables dans différents domaines) et la masse des moins aptes qui subissent la domination de l'élite. À l'intérieur des groupes et des classes, il y a une intense circulation horizontale et verticale. La partie du groupe ou de la classe qui triomphe des autres et impose son hégémonie est appelée « élite ». Parmi cette classe « élue », il y a l'élite gouvernementale. Les conflits les plus pertinents ne sont pas comme chez Marx (Lukic 1964 : 95-108) ceux qui opposent la masse à l'élite - car la masse est inerte -, mais ceux qui déchirent l'élite : les anciennes élites s'accrochent au pouvoir mais d'autres, plus jeunes et dynamiques, veulent y parvenir, avant d'en être chassées à leur tour. Pareto appelle ce processus de lutte politique par lequel l'élite se forme et dégénère, la « **circulation des élites** ». Pareto estime qu'il y a circulation lorsque des éléments venant de la couche inférieure arrivent à faire partie de la classe de l'élite, en y apportant leurs opinions, leurs caractères, leurs vertus et leurs préjugés. Mais si au contraire ceux-ci changent leur être, les éléments de la circulation sont supprimés. Pour Pareto, il y a circulation quand il y a équilibre (Freund 1975 ; 1992). Dans une société bien équilibrée, les élites anciennes sont remplacées par des élites nouvelles issues des couches inférieures de la population. Il ne s'agit pas là d'un équilibre du statu quo, mais d'un équilibre dynamique dans la transformation, soumis à une sorte d'**anaclyse**. Dans son *Traité de sociologie générale* *, Pareto écrit :

« les aristocraties ne durent pas. Quelles qu'en soient les causes, il est incontestable qu'après un certain temps elles disparaissent. L'histoire est un cimetière d'aristocraties » (Pareto, 1968a)

---

* Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.

Notons que ce phénomène que décrit Pareto ne signifie pas la fin de la domination élitiste, mais sa mobilité ou sa loi de constitution et de continuité. Une élite capable est celle qui se rajeunit et se renouvelle continuellement, car c'est sur elle que repose l'essentiel de la vie politique et sociale. Pour Pareto, ce phénomène de remplacement des élites anciennes par de nouvelles est à la base des changements de régimes. Il s'accomplit souvent de manière ralentie et violente. Souvent les élites anciennes monopolisent abusivement le pouvoir et les jeunes élites ne peuvent y accéder. De telles situations de blocage, de déséquilibre aboutissent à une paralysie de l'Etat et engendrent une pression qui entraîne une explosion violente. Ainsi naissent les révolutions...La Révolution française de 1789 est née précisément du blocage de la circulation des élites

Il me semble que la réflexion de Pareto est trop générale. Le problème n'est pas tant l'élite que celui de savoir, comme dit Karl Popper, « comment confier le pouvoir aux meilleurs sans qu'ils en abusent ». Pareto est pessimiste quant à la capacité de la démocratie de résoudre cette question. De plus, la circulation des élites n'est pas le signe d'un changement de régime. L'histoire des sociétés ne saurait être expliquée uniquement par le remplacement continu d'une élite par une autre.

2)- Gaetano MOSCA (1858-1941), professeur, député et sénateur italien rompt avec le postulat d'une domination « naturelle » d'êtres supérieurement intelligents et habiles. Toutefois, il impose l'idée de « **classe dirigeante** » (*ruling class*) (Mosca 1896 ; 1939 ; Meisel 1958 ; Vecchini 1968).

Il fait remarquer que la doctrine de la souveraineté populaire est une vaste imposture et qu'il y a toujours une séparation entre gouvernants et gouvernés, entre minorité et majorité. La démocratie, pense-t-il, est toujours confisquée par une petite minorité, appelée classe politique ou dominante, qui se sert des principes démocratiques pour donner un sceau de légitimité à ses agissements :

« Dans toutes les sociétés, écrit-il,(...) deux classes apparaissent, une classe qui dirige et une classe qui est dirigée. La première classe, toujours la moins nombreuse, remplit toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et profite des avantages qu'il procure alors que la deuxième, la plus nombreuse, est dirigée et commandée par la première d'une manière plus ou moins légale, plus ou moins arbitraire ou violente. »

L'élite politique est un groupe hiérarchisé, quoique homogène, qui impose ses valeurs, ses intérêts spécifiques et un type d'organisation politique, de manière plus ou moins violente et arbitraire.

Derrière cette conception se profile une critique de l'illusion d'une démocratie populaire et représentative. Mosca dénonce la « fausseté de la légende parlementaire ». Selon lui, la représentation du peuple n'est pas un transfert de la volonté des électeurs à un certain nombre d'élus. Le pouvoir des électeurs s'arrête quand l'acte électoral est accompli. Il est illusoire de penser que les représentants élus exécutent nécessairement la volonté du peuple.

3)- Robert MICHELS (1876-1936), de nationalité allemande, professeur à Bâle et à Florence, est le théoricien des tendances oligarchiques au sein des démocraties ². Dans son ouvrage, *la sociologie du parti politique dans la démocratie moderne* (1911), il reprend la critique du régime représentatif et tente de l'appliquer aux partis politiques. Il étudie notamment le Parti social-démocrate allemand (SPD) et les partis révolutionnaires de gauche. Michels cherche à démontrer que les partis conservateurs ne sont pas démocratiques et que toute organisation partisane, même celle censée reposer sur une base démocratique, représente une puissance oligarchique (Michels 1911 ; 1971).

---

² Michels s'inspire d'un autre « pourfendeur » de la machine partisane (organisation des partis politiques), notamment du « parti omnibus », dans les démocraties modernes : Mosei OSTROGORSKI, *La démocratie et les partis politiques*, Calmann - Lévy, 1903 ; réédité par les éditions du Seuil en 1979 (Présentation de Pierre Rosanvallon) et par les éditions Fayard en 1903 (Préface Pierre Avril).

La structure oligarchique étouffe finalement le principe démocratique fondamental, c'est-à-dire la similitude entre gouvernants et gouvernés. En effet, l'organisation « autophagocyte » ce qui devrait être l'idéologie et réussit à préserver uniquement l'esprit d'autoconservation. Michels en vient alors à formuler sa « **loi d'airain de l'oligarchie** » : « Qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie ». On peut articuler cette loi générale en trois propositions :

1) Dans chaque organe d'une collectivité né d'une division du travail, surgit, dès qu'il s'est consolidé, un intérêt propre, un intérêt en soi et pour soi : c'est la tendance oligarchique. Dans la mesure où la masse est informe, elle ne peut qu'être dirigée par une oligarchie organisée, un parti politique, un syndicat ou toute autre organisation sociale. La minorité dirigeante ne représente pas les intérêts de la majorité divisée ou des militants. Cela est particulièrement vrai dans les partis politiques :

« le parti politique, écrit Michels, en tant que extérieur, mécanisme, machine, ne s'identifie pas nécessairement avec l'ensemble des membres inscrits, et encore moins avec une classe, devenant une fin en soi, se donnant des buts et des intérêts propres, il se sépare peu à peu de la classe qu'il représente » (Michels 1971 : 294 et sqq).

2) Certaines strates sociales, qui se différencient selon les fonctions qu'elles accomplissent, tendent à s'unir, donnant ainsi naissance à des organes qui représentent des intérêts particuliers : c'est la déviation par rapport aux buts premiers. Les militants sont évincés par une classe de professionnels.

3) Dans l'organisation, un intérêt particulier devient une fin en soi avec ses buts et ses intérêts propres, de sorte que cette organisation va se séparer téléologiquement de la classe qu'elle représente.

Voilà pourquoi, Michels réduit les partis à des structures organisatrices, la structure organisatrice à un fait minoritaire, la lutte démocratique à un conflit entre oligarchies. C'est dire que le gouvernement par la majorité ou la souveraineté populaire est une mystification. En fait le pouvoir du peuple ou de la masse est accaparé par une élite de professionnels de la politique, autonomes dans leurs décisions et agissant suivant leurs calculs spécifiques.

« En fait, derrière l'affirmation de l'existence incontournable d'une élite, se glisse celle de l'autonomie des gouvernants dans une mise en cause de la démocratie représentative et une critique approfondie de la souveraineté populaire » (Ysmal 1985 : 606).

Les théories élitistes mettent, sans doute, le doigt sur un point aveugle des processus de démocratisation, à savoir le caractère oligarchique du pouvoir politique, c'est-à-dire le fait que le pouvoir politique est exercé, partout et toujours, par une minorité. Le multipartisme ne supprime pas ce phénomène, puisque l'élection y contribue.

À cet égard, je souscris à la thèse de Bernard MANIN (qui n'est pas un penseur élitiste ou néo-machiavélien) sur « **le caractère inégalitaire et aristocratique de l'élection** » ou la dimension inégalitaire de la méthode élective : l'élection démocratique est une sélection des meilleurs par leurs électeurs. Malgré l'extension progressive du droit de suffrage, les régimes représentatifs ne sont pas toujours convertis en démocrates au sens étymologique du terme. Si tous les citoyens ont l'égale possibilité de choisir parmi les prétendants aux charges publiques, l'élection fait obstacle au désir démocratique d'une ressemblance entre gouvernants et gouvernés. Elle implique la formation d'une « élite au pouvoir » (Mills 1956 ; 1969) qui dirige de fait le pays de manière autonome et autoritaire, sans se référer à la volonté populaire des électeurs.

D'une part, le régime représentatif se fonde sur le principe d'une indépendance des représentants, même si le fait que ces derniers

soient soumis à réélection atténuée cette autonomie. D'autre part, l'élection réserve les charges publiques à des individus que les électeurs jugent supérieurs aux autres.

Au demeurant, les termes d'élection et d'élite ont la même étymologie. Élire, c'est choisir une élite jugée supérieure au regard des qualités que les électeurs estiment politiquement les plus adéquates. Bernard Manin précise aussitôt que l'aristocratie élective ne préjuge pas de la supériorité de l'individu à tous égards, ni que la véritable excellence politique soit choisie, ni que l'élection aboutisse à la sélection des élites au sens de Pareto, c'est-à-dire les « meilleurs ». Ce concept de supériorité est ici bien particulier :

« On ne prétend pas ici que l'élection tend à faire désigner les « véritables » aristoi. Les représentants élus doivent seulement être perçus comme supérieurs, c'est-à-dire présenter un attribut (ou un ensemble d'attributs) qui d'une part est jugé favorablement dans un contexte culturel donné, et que d'autre part les autres citoyens ne possèdent pas ou pas au même degré. » (Manin 1996 : 187)

Si l'intuition théorique de Manin me paraît pertinente, elle reste cependant difficile à établir empiriquement, tant les motivations du vote sont multiples et souvent alambiquées. Pourrait-on dire, par exemple, qu'un vote sanction et un vote de crise obéissent à une volonté de choix dictée par des préférences précises et par des contraintes cognitives clairement établies ? Manin procède de manière logico-déductive (par abstraction) pour établir les effets inégalitaire et aristocratique de l'élection. Même si cette méthode intègre quelques hypothèses empiriques, elle me semble marquée par l'idéal transcendantal³ et ne réussit pas à rendre compte de la duplicité de l'acte électoral.

---

³ Bernard MANIN se défend, avec raison, de mener sa déduction de manière transcendantale, c'est-à-dire en partant de catégories a priori, comme le philosophe Emmanuel Kant. Une telle démarche serait impossible étant donné l'expérience subjective, diverse et réversible de l'acte d'élire. Cependant, l'idéal transcendantal est présent dans le raisonnement et est subtilement ré-

Le « travail de l'urne », me semble t-il, est toujours empreint de l'opacité du jeu des pouvoirs entre les partis politiques et de leur lutte pour séduire l'opinion. Cette ambiguïté, qui tient à la nature du politique (entre le « plein » et le « vide ») fait de l'élection une trajectoire ambiguë. On ne peut pas en donner une lecture transparente. La transparence des élections, ne serait-elle pas le rêve d'une ombre? Du moment que l'élection fabrique une élite, serait-elle une déviation du projet démocratique? Au fond, la démocratie est-elle compatible avec une production de l'inégalité et de la domination? La démocratie peut-elle coexister avec une conception élitiste du pouvoir?

Les théoriciens néo-machiavéliens attirent notre attention sur la mystification d'une théorie de la démocratie comme « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». La démocratie comme pouvoir de la majorité, de tous ou de la plus grande partie est une illusion. En réalité, la responsabilité politique est entre les mains de minorités. Les autres sont apathiques ou profanes et préfèrent laisser à celles-là les prérogatives. Les partis politiques sont des organisations dirigées par une oligarchie. L'intérêt d'une lecture néo-machiavélienne réside dans la volonté de « *rompre avec l'approche enchanteresse et idéaliste de la démocratisation* » (Sindjoun 1999 : 17) en démont(r)ant les logiques et pratiques oligarchiques des acteurs politiques. Il s'agit non pas de succomber aux charmes imaginaires de la démocratisation, mais de suivre les luttes historiques entre les élites.

Mais est-il pertinent de s'interroger sur le processus de démocratisation au Sénégal en s'inspirant de la théorie « néo-machiavélienne » des élites. A première vue, cette problématique est étrangère au Séné-

---

aménagé dans une sorte de kantisme hétérodoxe, un « *kantisme à visage humain* », selon l'expression de Michaël Sandel qualifiant la démarche du philosophe américain Rawls (*Théorie de la Justice*, Paris, Seuil, 1987). Tout en se préoccupant de fonder son étude sur des faits d'expérience, Bernard Manin veut faire, selon ses dires, « *une analyse pure du mécanisme électif* » (Manin 1996 : 174).

gal. Néanmoins, le néo-machiavélisme politique nous permet de comprendre la part importante, voire décisive des élites dans l'institutionnalisation de la démocratie pluraliste. Au Sénégal et sans doute en Afrique, la démocratisation n'est pas née de l'irruption des masses dans le jeu politique, mais elle est d'abord (pas seulement) le résultat des luttes politiques entre élites concurrentes. De ce point de vue, les élections comme institutions de participation populaire ne sont pas les plus déterminantes pour comprendre le processus de démocratisation :

« Même s'il peut s'agir de mutations essentielles, le caractère encore récent du phénomène n'a pas permis à ce jour le développement d'une véritable culture publique de la participation démocratique. Aussi convient-il de relativiser le processus électoral comme instrument d'évaluation du processus démocratique. Raisonner en termes exclusifs de taux de participation, de transparence des procédures... masque le phénomène central du processus politique en cours en Afrique, la diversification de la classe dirigeante » (Bourmaud 1997 : 140).

2- Figures des élites politiques au Sénégal : mutations et permanences.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a pourtant une similitude de situation entre l'histoire politique du Sénégal et l'Italie « élitiste » (de Mosca et de Pareto). En outre, le problème des élites sénégalaises ne se confond pas, à l'instar des élites occidentales, avec celui de l'invention et de l'approfondissement de la démocratie, car elles ne sont pas les seuls vecteurs du changement social. Le rapport élites partisans / masse de la population ne se pose

pas de la même façon que dans les sociétés occidentales. Néanmoins, la différence est davantage de contexte, de forme que de fond.

Partout, il est possible de souligner le caractère oligarchique et artificiel des procédures démocratiques. La circulation et la pluralisation des élites partisans n'ont pas fondamentalement remis en cause la structuration du pouvoir politique. Une telle conclusion cependant est trop catégorique et insatisfaisante. Si d'un point de vue global, la position hégémonique des élites partisans n'a pas beaucoup évolué, il serait excessif de dire que rien n'a changé au Sénégal dans la morphologie sociale des élites, leur rotation au sein du pouvoir et les rapports entre partis politiques (élites) et l'ensemble des individus qui composent la société (masse). Il n'y a pas permanence de la classe politique sénégalaise (Diop 1992 ; Diop et Diouf 1999). L'accession d'Abdou Diouf (Diop et Diouf 1989) à la magistrature suprême a favorisé un changement, voire un conflit de générations : l'éviction progressive des « barons » et compagnons historiques de Senghor a permis la montée politique de jeunes énarques et de technocrates, managers et / ou ingénieurs. Les vieilles élites, issues souvent de l'Ecole William Ponty, s'étaient illustrées pendant la période coloniale et dans la lutte pour l'indépendance du Sénégal (Johnson 1992 : 25-40 ; Niane 1991 : 44-57). Les nouvelles élites, formées à L'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), dans de grandes écoles européennes ou universités américaines, sont différentes par leur cursus et leur socialisation.

Le récent avènement de l'alternance politique approfondit cette mutation des élites politiques. La démocratie sénégalaise (Mbaye 1993) a peiné à expérimenter l'alternance au pouvoir et dans les partis politiques. L'absence d'alternance a été considérée pendant longtemps comme le problème majeur de la démocratisation au Sénégal. Pourtant, au plan juridique, les mécanismes susceptibles de permettre le changement - élections répétées, renouvellements des instances de base dans les partis politiques...- existaient. Mais, la fragilisation des forces politiques d'opposition a empêché pendant longtemps

l'expression claire et efficace de projets explicites de rupture ou de stratégies alternatives.

Pendant un demi-siècle, la domination de la vie politique sénégalaise par les élites du Parti socialiste, depuis le BDS de Senghor, a été incontestable (Coulibaly 1999). Après la crise de 1962, le Sénégal a évolué vers un régime présidentiel, qui s'est radicalisé progressivement vers un présidentielisme. Tous les pouvoirs ont été concentrés entre les mains du président, du gouvernement et du Parti socialiste. L'assemblée nationale est restée pendant longtemps, de 1960 à 1978, une simple chambre d'enregistrement. Avec l'entrée de députés de l'opposition, elle est devenue une arène politique pluraliste, mais son pouvoir de contrôle du gouvernement et d'initiative en matière législative est demeurée faible, presque insignifiante. Le pouvoir judiciaire, d'apparence libre, a été aussi soumis à l'exécutif et a rarement contredit le gouvernement quand il a été saisi de problèmes constitutionnels ou lors de procès politiques. Les fréquents emprisonnements des opposants politiques en témoignent.

Et « le contrat social » s'est progressivement brisé, surtout après les émeutes post-électorales de 1988 (O'Brien 1992) ; le pays est devenu relativement fermé à l'alternance et bloqué par un « système du parti hégémonique » et par un « corporatisme d'Etat ». L'essor démocratique a été comme paralysé par ce système centralisateur. De ce point de vue, le PS sénégalais au pouvoir ressemblait beaucoup au PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) mexicain, qui est resté pendant 70 ans au pouvoir, plus longtemps donc que le PS. Ce parti, profondément centralisé et institutionnalisé, était largement implanté au sein de la société et a empêché « l'émergence de partis alternatifs reconnus » (Lévy 1993 : 229). Au total, le PRI a installé au Mexique « un gouvernement civil stable sans démocratie ».

« La réalité structurelle du gouvernement civil - mais non démocratique - du Mexique est le résultat d'une centralisation extrême. Le régime présidentiel mexicain n'a laissé qu'une place limitée au judiciaire, au corps lé-

gislatif, ainsi qu'aux pouvoirs locaux (...). Malgré certaines restrictions toujours présentes, il y a eu manifestement plus de libéralisme en ce qui concerne l'état de droit, la liberté des médias et autres franchises. Mais le système des partis a été longtemps caractérisé par l'hégémonie du PRI et son incorporation au régime » (Lévy 1993 : 247).

Le PS a aussi réussi à verrouiller, à bloquer l'accès au pouvoir et à faire désespérer de la possibilité de changement. Mais, si le PRI n'a pas eu de passé démocratique, l'Etat-PS par contre a été un espace de relative démocratie, pouvant se réclamer d'une tradition de pluralisme politique, c'est-à-dire de compétition et d'expression des différences.

Le régime sénégalais a été présenté comme une « semi-démocratie » (Coulon 1993 : 603-654) ou une « quasi-démocratie » (Vilallon), offrant un mélange de pluralisme et d'autoritarisme. L'installation de structures pluralistes n'a pas réduit à néant la persistance de dynamiques hégémoniques. Le Sénégal n'était-il pas une « démocratie sans démocrates » (Salamé 1994) ? La stabilité politique dont il a joui, pendant toute cette période ambiguë, était loin d'être le signe d'une démocratie consolidée. Celle-ci a été rendue possible, en grande partie, par un Etat structuré et fort, qui a su centraliser le pouvoir, s'assurer le contrôle des organisations de masse et maintenir un gouvernement civil. Le système des partis a été caractérisé par l'hégémonie du P.S, sa confusion avec l'Etat et sa tendance centralisatrice.

L'alternance permet la circulation des élites au pouvoir par la voie des urnes et accroît le pluralisme démocratique : « La rotation des équipes dirigeantes est la sève nourricière de la démocratie » (Coulibaly 1999 : 248). Mais, la rotation à la tête de l'Etat n'est pas décisive pour créer une *alternance alternative*, porteuse de rupture épistémologique et paradigmatique dans la manière de concevoir le pouvoir politique et de gérer la société. *L'alternance rotative* peut n'être qu'une « révolution passive » (Fatton 1987) de palais, qu'un « rechapage paradémocratique du "transformisme" », selon la belle expression de Jean François Bayart.

Les transitologues (Rustow 1970 ; Share 1987 ; O'Donnell, Schmitter and Whitehead 1986 ; Diamond, Linz, Lipset 1993 ; Linz and Stepan 1996 ; Guilhot et Schmitter 2000) considèrent qu'une telle alternance au pouvoir est une étape nécessaire, mais non suffisante, d'une démocratie consolidée. Si l'alternance n'est pas une finalité intrinsèque de la démocratie, elle en est un facteur d'approfondissement et une étape en vue de son accomplissement.

« Le multipartisme ne fait progresser la démocratie que s'il exprime en même temps un véritable pluralisme politique ; si les partis en présence sont porteurs de *projets de sociétés* clairs, cohérents et suffisamment différents les uns des autres pour offrir à la nations de véritables alternatives, de véritables choix. Car alors seulement pourra s'accomplir la fonction essentielle de la démocratie qui est de *garantir l'alternance au pouvoir des projets de société* par le libre choix de la nation tel qu'il résulte du suffrage universel dont le verdict s'impose de manière absolue à toute la classe politique » (Nzouankeu 1984 : 16).

Néanmoins, il convient de ne pas faire une fixation sur l'alternance ou de ne pas la fétichiser. Il existe des démocraties pluralistes qui ne connaissent pas l'alternance, mais seulement des majorités fragiles à géométrie variable (Hermet 1983 ; 1986) . On peut citer dans ce cas de figure l'Italie contemporaine jusqu'en 1994, la III^e et la IV^e République en France. De plus, l'alternance au pouvoir n'est ni une panacée ni le signe évident d'une réelle alternative, c'est-à-dire de différences décisives entre les projets de société de la majorité et de l'opposition. La simple rotation des équipes dirigeantes restreint la signification démocratique de l'alternance politique (Quermonne 1988). L'alternance ne garantit pas à elle seule un nouvel ordre démocratique.

« De fait il ne s'agit là que d'une étape délicate nécessaire mais non suffisante pour la création d'un nouvel ordre « polyarchique ». L'étape suivante est celle de la mutation de la culture politique par l'intériorisation de l'univers symbolique de la démocratie, qui rendra possible dans un climat dédramatisé l'alternance, expression même du pluralisme **Error! Bookmark not defined.** vrai, et la démocratisation des appareils d'Etat. En ef-

fet, l'unique garant du *régime* pluraliste se trouve dans la conversion démocratique du *système* politique, de ses valeurs et de ses comportements. Plus qu'ailleurs pour ce type de trajectoire la formule *Quid leges sine moribus* s'impose. Car il ne suffit pas de changer de régime, encore faut-il l'enraciner dans les profondeurs du *système* qui le justifie et le pérennise » (Rouquié 1985 : 630).

Elle ne saurait être considérée comme le baromètre unique de la consolidation démocratique, car l'alternance fait partie du jeu démocratique. L'on aurait tort de l'hypostasier et de concevoir qu'un pays qui ne connaîtrait pas encore l'alternance ne serait qu'une démocratie de façade ou au mieux une démocratie toujours en transition. L'alternance est un moment critique de changement certes, mais elle ne préfigure nullement d'une routinisation de la démocratie. Il faut donc savoir raison garder, être prudent et prendre l'alternance comme l'annonce d'une mutation, mettant en crise un état ancien et augurant une nouvelle ère démocratique. Mais, il faut attendre qu'elle produise des fruits mûrs et que s'institutionnalise une expérience qui créditerait l'idée que désormais la démocratie est, comme le pense Juan Linz, « l'unique jeu » (« the only game »). Certes, l'alternance a été un événement démocratique majeur dans la démocratie sénégalaise. Mais, il convient de se garder de tout enthousiasme médiatique et de l'exultation lyrique, qui se focalise sur le précipité événementiel et ne se préoccupe pas d'analyser les ambiguïtés du phénomène. L'enthousiasme de l'instant ne se cale pas sur le temps long et les « chemins buissonniers » (Hibou 1996) d'une transition démocratique. Il se presse d'oublier les transformations lentes ou d'ignorer, pour utiliser le vocabulaire géologique, « la sédimentation des strates historiques » (Banégas 1998b : 11) composant l'architecture de la démocratie. Le bouleversement qui s'est produit n'a pas mis fin ipso facto aux équivoques du processus de démocratisation, car paradoxalement les mutations en cours s'opèrent dans le creuset d'une « gouvernamentalité du ventre » et d'assimilation réciproque des élites (Bayart 1989), impliquant des tactiques « mercenaires » de transhumance poli-

tique ⁴. L'alternance n'est pas nécessairement la rupture des équilibres antérieurs de la « révolution passive ».

Les transformations de l'espace public et l'émergence d'une citoyenneté active laissent entrevoir un possible ancrage du pluralisme démocratique. La rupture produite dans la structure du « bloc hégémonique » au pouvoir a libéré de nouvelles énergies et permis à de nouveaux acteurs - les jeunes, les femmes, entre autres - de se déployer sur la scène politique et de (re) négocier des alliances sociales. Ces changements témoignent d'une acceptation des règles de la civilité démocratique et du pluralisme, entraînant une complexification du champ politique et l'essor de nouvelles représentations du pouvoir légitime. Ce que montre Richard Banégas, en analysant le cas béninois est valable en ce qui concerne le Sénégal :

« (...) la formation d'un espace public pluraliste a donné lieu à une situation complexe, faite d'une accumulation d'instances de pouvoir et de compromis plus ou moins stables entre anciennes et nouvelles élites, et (...) la consolidation du « Renouveau démocratique » s'est opérée par une subtile redéfinition des rapports collusifs et des lignes de chevauchement entre ces strates sédimentées » (Banégas 1998b :).

L'alternance au pouvoir peut être comprise comme un signe de « maturité politique », d'enracinement du pluralisme et un indice significatif d'acceptation de « l'incertitude institutionnalisée » des règles du jeu démocratique. On peut penser que les partis politiques sénégalais acceptent dorénavant les procédures démocratiques comme « l'unique règle de jeu » pour conquérir le pouvoir, de façon non violente. On peut considérer, sur la base de ce critère « linzien », que le Sénégal est engagé sur la voie de la « consolidation démocratique », mais cette évolution est fragile et paradoxale. Il convient de se garder de tout enthousiasme et de l'illusion téléologique de « l'histoire naturelle » (Dobry 1992 et 1995) qui néglige la réversibilité des processus

---

⁴ Sur cette pratique, voir le dossier, « La démocratie, otage de la transhumance politique », réalisé par Sud Quotidien, n°2221 du mercredi 30 août 2000, pp. 1-5.

de transition. Toutefois, la réalisation d'une alternance ne saurait être considérée comme l'*ultima ratio* d'une transition démocratique ou la dernière illustration d'un lent processus d'apprentissage démocratique. Une alternance ne solde pas tous les comptes de la démocratie pluraliste, qui est, au-delà des procédures minimales d'institutionnalisation de la liberté et de l'égalité, une épreuve permanente et un horizon politique, social et économique, bref une économie morale du pouvoir légitime jamais réalisée.

De plus une alternance annonce la possibilité d'autres alternances, sinon le processus de consolidation démocratique échoue. Une alternance véritablement démocratique ne devient durable que si elle favorise le renforcement d'une presse libre, d'associations volontaires, la constitution de partis d'opposition viables et l'enracinement social de la citoyenneté. Elle doit, en somme, s'enraciner dans une « matrice des libertés civiques » (matrix of civil liberties) (Bratton ; Van de Walle 1997 : 13), permettant aux citoyens de contrôler le système politique, de choisir et de renvoyer les leaders (to choose and remove leaders). Sans ces deux exigences, l'alternance n'est, selon l'expression de Guy Hermet qu'un « impur bienfait de la connivence » (et de la ruse) (Hermet 1990 : 283) et un résultat électoraliste fallacieux (« fallacy electoralism »).

Ne perdons pas de vue que l'alternance peut, a contrario, signifier l'instabilité chronique du pouvoir politique, si elle intervient constamment après chaque élection comme pour « remettre les compteurs à zéro ». Une telle manière ne s'inscrit pas dans une perspective de socialisation démocratique ni de changement en profondeur des mentalités politiques, mais consiste, comme dans un jeu de quilles, à une simple « rotation » temporaire et à une succession aléatoire des élites dirigeantes (Hermet 1993 ; 1996).

L'alternance, la vraie, intensifie la vertu démocratique de la compétition et du changement. L'alternance appelle l'alternance, non pas automatiquement mais en rend le principe de possibilité constitutif de

la démocratie pluraliste. La réalité de l'alternance ne réduit-elle pas l'arrogance et l'impunité des élites partisans et ne réconcilie-t-elle pas la politique avec la modestie ? Elle produit chez les élites, selon Bernard Manin, la crainte de la délibération des citoyens et la capacité d'anticiper le jour où le public rendra son jugement. Dans une démocratie représentative, l'absence de mandats impératifs et de promesses électorales contraignantes donne aux élus une marge d'indépendance vis-à-vis de leurs électeurs. Mais, quand les dirigeants politiques savent qu'ils peuvent être sanctionnés et renvoyés par les électeurs, alors ils deviennent plus attentifs aux demandes sociales et plus prudents dans leurs actions et décisions.

« Les représentants modernes savent qu'ils risquent leur place le jour où le peuple portera son verdict sur leurs actions passées. Il est du coup raisonnable, pour eux, d'agir dès maintenant en essayant d'anticiper ce qui se passera au jour du jugement. Dans le système représentatif, la volonté prospective des électeurs n'est qu'un vœu, mais quand ceux-ci ne sont pas satisfaits de la politique menée par les gouvernants, leur jugement rétrospectif a la valeur d'un ordre. À chaque élection, les électeurs se déterminent sans doute en fonction de leurs souhaits pour le futur et de leur appréciation du passé » (Manin 1996 : 307).

La consolidation de la démocratie dépend en grande partie de l'enracinement citoyen du pluralisme politique, de la « vulgarisation » des vertus civiques, de l'inscription des élites partisans dans les lieux et temporalités de la démocratie électorale ⁵, c'est-à-dire l'acceptation de la conquête du pouvoir par la voie des urnes. Ceci exige que les partis politiques soient capables de créer un véritable « linkage » (Lawson 1980) entre les « gens de l'État » et les « gens de la société

---

⁵ Sur cette problématique des horizons temporels de la démocratie, voir : Juan José LINZ, « Il fattore tempo nei mutamenti di regime », in *Teoria politica*, 2, (1), 1986, pp. 3-47 ; Norbert LECHNER, *Los patios interiores de la democracia*, Santiago de Chile, Flasco, 1988 ; Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. Pour une revue critique de la littérature sur ce sujet, voir : Javier SANTISO, « A la recherche des temporalités de la démocratisation », in *Revue Française de Science Politique*, 44 (6), 1994, pp. 1079-1085 ; « Les horloges et les nuages : temps et contretemps des démocratisations », in *Hermès*, n° 19, 196, pp. 165-182.

té », que les acteurs politiques se placent dans un « horizon d'attente » de l'alternance au pouvoir et se soumettent à « l'incertitude institutionnalisée » de la démocratie pluraliste. À vrai dire, le pluralisme démocratique est un temps d'épreuve et de patience. Et les signes de la consolidation démocratique ne sont pas irréversibles. Une démocratie achevée n'existe pas. Il y a toujours un écart entre l'idéal démocratique et la pratique politique. La démocratie doit être conçue comme un horizon, un processus et un ensemble de procédures provisoires, fragiles permettant de limiter l'arbitraire, les abus de pouvoir et de garantir l'exercice du pluralisme. Il est toujours possible que des acteurs politiques utilisent des tactiques de régression autoritaire pour accéder ou se maintenir au pouvoir.

Conclusion :

Les théories élitistes, d'inspiration machiavélienne, atténuent l'hypothèse marxiste d'une homogénéité des élites politiques et débouchent sur une critique désenchantée des démocraties représentatives modernes : l'union ou la solidarité des élites politiques dépossède les électeurs de leur souveraineté.

Pour sauvegarder la légitimité démocratique des élites politiques, pas seulement dans le principe qui les institue comme représentants, mais aussi dans l'exercice de leur pouvoir, il me semble qu'il est nécessaire de renforcer la société civile en favorisant l'émergence d'une véritable identité citoyenne d'électeurs capables de participer à la définition des élites politiques.

Le concept d'« élite » est si opaque et ambigu, voire contradictoire, que la théorie des élites repose sur des bases historiques et sociales fragiles. La théorie est tellement générale qu'elle ne rend pas compte de la complexité des rapports de pouvoir dans la société. Elle fonc-

tionne comme une théorie « infalsifiable », au sens poppérien ⁶, capable de justifier toutes les situations de domination, en les réduisant au modèle oligarchique. C'est que la théorie des élites repose sur une philosophie politique rudimentaire, selon laquelle le pouvoir politique est l'oeuvre des élites ou des minorités actives et que les masses sont toujours vouées à subir l'hégémonie. On oublie ici d'expliquer la pluralité des rapports de pouvoirs et les techniques à travers lesquelles elles se manifestent, notamment les manières par lesquelles le pouvoir des élites est produite par l'action des masses « selon une dialectique complexe entre une société civile divisée et les diverses instances de la vie sociale institutionalisée » (Busino 1992b : 229).

La solidité épistémologique de la théorie des élites est sujette à caution. Les différentes versions de la théorie élitiste ont connu diverses utilisations idéologiques servant à critiquer la démocratie représentative pour justifier l'ordre bourgeois ou conforter des doctrines politiques conservatrices. Par ailleurs, l'anti-élitisme démocratique part d'un postulat inadmissible, à savoir que la démocratie est une communauté d'égaux, impliquant une similarité entre gouvernants et gouvernés. Cela est un mythe.

Il convient, par ailleurs, de mener l'analyse des mutations démocratiques avec prudence et circonspection, en étant conscient que la circulation des élites partisans, par le jeu notamment de l'alternance au pouvoir, ne signifie pas un véritable enracinement du pluralisme démocratique. L'alternance est un signe de démocratie, elle n'en est pas une preuve irréfutable. Il convient aussi d'être prudent dans l'analyse des mutations politiques qui se dessinent au Sénégal à l'occasion de l'alternance pacifique du 19 mars 2000. La consolidation du processus démocratique ainsi inaugurée n'est pas une « fin de

---

⁶ Voir : K. POPPER, *La logique de la découverte scientifique*, trad. de N. Thyssen-Rutten et P. Devaux, Paris, Payot, 1973, pp. 29-30 ; Voir aussi : Jean-Claude PASSERON, *Le raisonnement sociologique : l'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan, 1991.

l'histoire » (Fukuyama), un épuisement de la tentation autoritaire et de la rente néo-patrimoniale (Bratton et Van de Walle 1994).

Il est facile de faire le procès des élites : « les élites ont trahi », dit-on... On proclame souvent la faillite des partis politiques, qu'on assimile à des cadres élitistes. Il semble que les élites politiques ont souvent brillé par leur propension à confisquer le pouvoir et leur gestion néo-patrimoniale. On les rend responsables du marasme social et économique. Accusées de détourner et de dilapider les ressources publiques, les élites politiques ont mauvaise presse. Beaucoup ont cru que la vague de démocratisation, « *third wave of democratization* » (Huntington 1991) de la fin des années 80 allait renverser la tendance. Là encore, le multipartisme n'a pas mis fin aux effets pervers de la domination élitiste. Selon Jean-François Bayart, le multipartisme est « a fig leaf, covering up the continuation and even the exacerbation of the politics of the belly » (Bayart 1993 : XIII), c'est-à-dire, au fond, un nouveau type de rente politique et économique. Et les élites partisans se présentent bien souvent comme des « démocrates patrimoniaux » (Beck 1996 ; 1997) .

N'y a-t-il pas un problème de légitimité démocratique dès lors que les élites politiques (qu'on trouve pour la plupart dans les partis) gouvernent sans représenter nécessairement la majorité des citoyens ? Pour certains, les élites politiques, partisans en particulier, sont illégitimes et sont incapables de comprendre les intérêts des segments moins avantagés de la société. Il y a nécessairement un écart (« gap ») entre l'élite dominante et aristocratique et la masse de la population. Pour d'autres, la démocratie n'est pas incompatible avec l'élitisme politique. Comme le montre Bernard MANIN, l'idéal de similarité entre gouvernants et gouvernés est illusoire, car l'élection, instrument par excellence de la démocratie représentative moderne, comporte une dimension aristocratique : elle permet la sélection d'élites politiques, c'est-à-dire « la désignation d'individus en quelque façon supérieurs à leurs électeurs » (Manin 1996 : 172). La tenue d'élections régulières et honnêtes permet d'assurer le renouvellement et la pluralisa-

tion**Error! Bookmark not defined.** des élites. Il n'y a pas d'homogénéité au niveau des élites politiques. L'existence de rivalités et de différences entre les élites politiques empêche que le pouvoir politique soit monopolisé par un groupe.

Et puis, quoiqu'on dise, il me semble que l'avenir des démocratisations africaines dépendra en grande partie de la capacité des élites partisans à élaborer des règles de jeu durables acceptées de tous ou tout au moins de la majorité des acteurs politiques, à institutionnaliser le pluralisme polyarchique (Dahl 1979), à promouvoir les « *conquêtes de la citoyenneté* » (Ndiaye et Sy 2003), notamment une solide et durable « culture civique » (Almond et Sydney 1963, 1980). Ce sont les élites partisans, qu'elles soient au pouvoir ou non, qui contrôlent « *la compétence dirigeante légitime* » (Sindjoun 2002 :326). Il leur revient de promouvoir grâce à des politiques appropriées de décentralisation, à l'intégration du centre et de la périphérie et à l'institutionnalisation d'un véritable « *ethos de la pluralisation* » (Connolly 1995).

« most democratic regimes (are) characterized not by a single ruling elite but by several competing elites. The pluralist nature of democratic societies means that there are numerous sources of independent power, and the groups and individuals with those fragments of power contend with each other over who will occupy key positions in the political elite and over what policies these elites will implement » (Wilson 1996 : 126).

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ALMOND, Gabriel and SYDNEY, Verba, *The Civic Culture Revisited*, Boston, Little Brown, 1980.

ALMOND, Gabriel and SYDNEY, Verba, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, NJ., Princeton University Press, 1963.

ALMOND, Gabriel and POWELL, B., *Comparative Politics*, Boston, Mass., Little, Brown, 1960.

ALOU, Mahaman Tidjani, "L'avenir des processus de démocratisations en Afrique : les avatars de la consolidation démocratique », in *Bulletin du CODESRIA*, n° 3 & 4, 2002, pp. 31-38.

ARON, Raymond, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, éd. de Fallois, 1993.

ARON, Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.

BANEGAS, Richard.- *La démocratie « à pas de caméléon » . Transition et consolidation démocratique au Bénin*.- Thèse de doctorat en science politique.- Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1998.

BANEGAS, Richard, « La démocratie à "pas de caméléon". Transformations de l'espace public et consolidation démocratique au Bénin ». Papier présenté pour la 9ème Assemblée générale du CODESRIA, Dakar 14-18 décembre 1998.

BASS, Bernard M., *Handbook of Leadership*, 3rd ed., New York, Free Press, 1990.

BAYART, Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

BAYART, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

BAYART, Jean-François, *The State in Africa : the politics of the belly*, transl. from the French by Mary Harper, Christopher and Elizabeth Harrison, London and New York, Longman, 1993.

BECK, Linda J.- « *Patrimonial Democrats* » in a *Culturally Plural Society : Democratization and Accommodation in the Patronage Politics of Senegal*.- PhD Thesis, University of Wisconsin-Madison, 1996.

BECK, Linda J.- « Senegal's « Patrimonial Democrats » : Incremental Reforms and the Obstacles to the Consolidation of Democracy ».- in *Canadian Journal of African Studies (Revue Canadienne des Etudes Africaines)*.- vol. 31, n° 1, 1997, pp. 1 - 31.

BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et Commentaires*, Paris, Dalloz, 1975.

BLANCHET, Gilles.- *Elites et changements dans une perspective africaine et dans le cas du Sénégal*.- Thèse Doctorat 3ème cycle en Sociologie.- Université de Paris X - Nanterre, 1977.

BOBBIO, Norberto, *Le teorie delle forme di governo nella storia del pensiero politico*, Torino, Giappicelli, 1976.

BOTTOMORE, T. B., *Elites and Society*, Pelican Books, UK, 1966.

BOUDON, Raymond et BOURRICAUD, François, *Dictionnaire critique de sociologie*, Paris, P.U.F., 1994

BOURMAUD, Daniel, *La politique en Afrique noire*, Paris, Montchrestien, 1997.

BRATTON, Michael and VAN DE WALLE, Nicholas.- « Neopatrimonial and Political Transitions in Africa ».- in *World Politics*.- vol. 46, n° 4, July 1994, pp. 453 - 489.

BRATTON, Michael and VAN DE WALLE, Nicholas.- *Democratic Experiments in Africa. Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

BURNHAM, James, *Les Machiavéliens, défenseurs de la liberté*, trad. française, Paris, Calmann-Lévy, 1949.

BURNS, James McGregor, *Leadership*, New York, Harper & Row, 1978.

BURTON, Michael and HIGLEY, John, « Elite Settlements », in *American Sociological Review*, 52, 1987a, 295-307.

BURTON, Michael and HIGLEY, John, "Invitation to Elite Theory", in G. William Domhoff and Thomas R. Dye (eds), *Power Elites and Organizations*, Newbury Park, CA., Sage, 1987b.

BUSINO, Giovanni, *La sociologie sens dessus sens dessous*, Genève, Droz, 1992.

BUSINO, Giovanni, *Elite (s) et élitisme*, Paris, PUF, « Que sais-je », 1992.

BUSINO, Giovanni, *Elites et bureaucratie. Une analyse critique des théories contemporaines*, Genève, Droz, 1988.

COLAS, Dominique.- *Dictionnaire de la Pensée politique.- Auteurs - Oeuvres - Notions* - Paris : Larousse-Bordas (coll. « Les Références »), 1997.

COULIBALY, Abdou Latif, *Le Sénégal à l'épreuve de la démocratie*. Paris, L'Harmattan, 1999.

COULON, Christian.- "Senegal : the development and fragility of semi-democracy", in Diamond, Larry, Linz, Juan José, Lipset, Seymour Martin (eds.), *Democracy in developing countries, vol. II : Africa*, London, Adamantine Press Limited ; Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers, 1988, pp. 141-171 ; trad. française par Brigitte Delorme et Bernard Vincent, in *Les pays en développement et l'Expérience de la Démocratie*, Paris : Nouveaux Horizons, 1993, pp. 603-654.

COULON, C. and O'BRIEN, Donal B. Cruise.- « Senegal ».- in O'BRIEN, Donal B. Cruise, DUNN, John and RATHBORNE, Richard, *Contemporary West African States*.- Cambridge : Cambridge University Press, 1989, pp. 145-164.

CONNOLLY, William E., *The ethos of pluralization*, Minneapolis, Minn., University of Minnesota Press, 1995.

COPANS, Jean;- *La longue marche de la démocratie africaine. Savoirs, intellectuels, démocratie*.- Paris : Karthala, 1990.

DAHL, Robert A.- *Democracy and its critics*.- New Haven and London : Yale University Press, 1989, 397p.

DAHL, Robert A., *Dilemmas of Pluralist Democracy*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1982.

DAHL, Robert A., *Polyarchy : Participation and Opposition*, New Haven, CT., Yale University Press, 1979.

DAHL, Robert A., *Who Governs ?* New Haven, CT., Yale University Press, 1961 ; trad. française : *Qui gouverne*, Paris, Armand Colin, 1971.

DAHL, Robert A., "A Critique of the Ruling Elite Model", in *American Political Science Review*, 52, 2 (June), 1958, pp. 463-469.

DALOZ, Jean-Pascal, "Ostentation and (Polical) Elites". Paper presented at the 19th IPSA World Congress, Durban 29 June – 4 July 2003.

DALOZ, Jean-Pascal et QUANTIN, Patrick (études réunies et présentées par).- *Transitions démocratiques africaines.- Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, 313p.

DELBREL, Guy.- « Transitions démocratiques : modes et méthodes ».- in *Événement européen*, 19, septembre 1992, pp. 235 - 248.

DIAMOND, Larry, LINZ, Juan J., LIPSET, Seymour Martin (eds).- *Democracy in Developing countries, vol. II : Africa*, London, Adamantine Press Limited ; Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1988. Trad. française par Brigitte Delorme et Bernard Vincent.- *Les pays en développement et l'Expérience de la Démocratie*.- Paris, Nouveaux Horizons, 1993, 718p.

DIAW, Aminata.- « La démocratie des lettrés ».- in DIOP, Momar Coumba (dir.).-*Sénégal : Trajectoires d'un Etat*.- Dakar : CODESRIA ; Paris : Karthala, 1992, pp. 299-329.

DIAW, Aminata.- *Démocratisation et logiques identitaires en acte. L'invention de la politique en Afrique*.- Dakar : CODESRIA, coll. « Monographies », 1994.

DIOP, Abdoulaye-Bara.- *La société wolof. Tradition et Changement. Les Systèmes d'inégalités et de domination*.- Paris : Karthala, 1981.

DIOP, Momar Coumba (dir), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002.

DIOP, Momar Coumba (dir), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002.

DIOP, Momar Coumba et DIOUF, Mamadou, O'BRIEN, Donald Cruise, *La construction de L'Etat au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002.

DIOP, Momar Coumba et DIOUF, Mamadou (dirs).- *Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*. Dakar-Paris : CODESRIA-Karthala, 1999.

DIOP, Momar Coumba et DIOUF, Mamadou, *Le Sénégal sous Abdou Diouf. Etat et société*, Paris, Karthala, 1989.

DIOP, Momar Coumba (dir).- *Sénégal. Trajectoires d'un Etat.*- Dakar : CODESRIA ; Paris : Karthala, 1992.

DIOUF, Makhtar, « Elites africaines, aliénation culturelle et sous-développement », in *Afrique 2000*, février 1994, pp. 79-85.

DIOUF, Mamadou, *Histoire du Sénégal. Le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001.

DIOUF, Mamadou.- *Libéralisations politiques ou transitions démocratiques. Perspectives africaines.*- Dakar : CODESRIA, (coll. « Nouvelles pistes », n°1), 1998, 91pages.

DIOUF, Mamadou.- « Le clientélisme, la « technocratie » et après ? », in DIOP, Momar Coumba (dir).- *Sénégal. Trajectoires d'un Etat.*- Dakar : CODESRIA ; Paris : Karthala, 1992, pp. 233-278.

DI PALMA, Giuseppe.- *To craft democracies : An essay on democratic transitions.*- Berkeley : University of California Press, 1990.

DOBRY, Michel.- « Les processus de transition à la démocratie ».- in *Cultures et Conflits*, n° 17, printemps 1995, pp. 3-8.

DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992 (1986).

DONEGANI, Jean-Marie et SADOUD, Marc, *La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique*, Paris, Gallimard, 1994.

ETZIONI-HALEVY, Eva, *The Elite Connection. Problems and Potential of Western Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1993.

EASTON, David, *The Political System. An inquiry into the State of Political Science*, New York, Alfred A. Knopf, second edition, 1971.

EASTON, David, *Analyse du système politique*, Paris, Armand Colin, 1974.

EVANS, Mark, « Elitism », in David Marsh and Gerry Stoker, *Theory and Methods in Political Science*, London, Macmillan Press Ltd, 1995, Chap. 12, pp. 228-319.

FALL, Ibrahima.- *Sous-développement et Démocratie multipartisane. L'expérience sénégalaise.*- Dakar : Nouvelles Editions Africaines, 1977.

FATTON, Robert Jr.- *The making of a liberal democracy : Senegal Passive Revolution, 1975-1985*.- Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers, 1987, 189p.

FATTON, Robert Jr.- « Bringing the ruling class back : Class, State and Hegemony in Africa ».- in *Comparative Politics*.- april 1988.

FIELD, G. Lowell and HIGLEY, John, "Imperfectly Unified Elites : The Cases of Italy and France", in TOMASSON, R. (ed), *Comparative Studies in Sociology*, Greenwich, CT, JAI Press, 1978.

FIELD, G. Lowell and HIGLEY, John, *Elitism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1980.

FIELD, G. Lowell and HIGLEY, John and BURTON, Michael, "A New Framework for Political Sociology", in *Revue européenne de sciences sociales*, 28, 1990, pp. 149-182.

FREUND, Julien, *D'Auguste Comte à Max Weber*, Paris, Economica, 1992.

FREUND, Julien, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1986 (1965).

FREUND, Julien, *Pareto : la théorie de l'équilibre* , Paris, Seghers, 1975.

GAXIE, Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1993.

GAXIE, Daniel.- *Les professionnels de la politique*.- Paris : P.U.F., 1973.

GENIEYS, William, *Les élites espagnoles face à l'Etat. Changements des régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Paris, l'Harmattan, 1997.

GIDDENS, Anthony, *The Constitution of Society*, Cambridge, Polity Press, 1984.

GIDDENS, Anthony and STANWORTH, P.(eds), *Elites and Power in British Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.

GRAWITZ, Madeleine et LECA, Jean, *Traité de science politique*, 3 vol., Paris, PUF, 1985.

GREENSTEIN, Fred I. and POLSBY, Nelson W., *Handbook of Political Science*, Reading, Mass., Adison-Wesley, 1975.

GUILHOT, Nicolas et SCHMITTER, Philippe, "De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des « Democratization Studies », *Revue française de science politique*, n° 4-5, août-octobre 2000.

HELD, David, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987.

HERMET, Guy et alii, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1996².

HERMET, Guy.- *Le passage à la démocratie*.- Paris : Presses de Sciences-Po, 1996.

HERMET, Guy.- *Les désenchantements de la liberté : la sortie des dictatures dans les années 90*.- Paris : Fayard, 1993.

HERMET, Guy, « La démocratisation à l'amiable : de l'Espagne à la Pologne », in *Commentaire*, 13 (50), été 1990.

HERMET, Guy.- *Sociologie de la construction démocratique*. Paris : Economica, 1986.

HERMET, Guy.- *Aux frontières de la démocratie*.- Paris : P.U.F. , 1983.

HESELING, Gerti.- *Histoire politique du Sénégal. Institutions, droit et société*.- Paris : Karthala; Leyden, Afrika Studiecentrum, 1985.

HIBOU, Béatrice, *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris : Karthala, 1996.

HIGLEY, John and GUNTHER, Richard (eds), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

HIGLEY and BURTON, Michael G., « The Elite Variable in Democratic Transitions and Breakdowns », in *American Sociological Review*, 54, 1989, pp. 17-32.

HIGLEY, John, FIELD, G. Lowell and GROHOLT, Knut, *Elite Structure and Ideology*, New York, Columbia University Press, 1976.

HIRST, P., *Representative Democracy and its Limits*, Oxford, Polity Press, 1990.

HUNTINGTON, Samuel, *The Third wave : Democratization in the Late twentieth century*, Oklahoma University Press, Norman, Okla., 1991.

JAFFRELOT, Christophe, (éd), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000.

JOHNSON, G. Wesley Jr.- « Les élites au Sénégal pendant la période d'indépendance ».- in AGERON, Charles-R. et MICHEL, Marc (dirs).- *L'Afrique noire française : l'heure de l'indépendance*.- Paris, CNRS-Editions, 1992, pp. 25- 40.

JOHNSON, G. Wesley Jr.- « The Impact of the Senegalese Elite upon the French, 1900 - 1940 ».- in JOHNSON, G. W. (ed).- *Double Impact : France and Africa in the Age of Imperialism*.- Westport, Conn. : Greenwood Press, 1985, pp. 155-178.

JOHNSON, G. Wesley Jr.- *The emergence of black politics in Senegal : The Struggle for Power in the Four Communes, 1900-1920*.- Stanford : Stanford University Press, 1971 ; trad. fr. par François Manchuelle, *Naissance du Sénégal contemporain. Aux origines de la vie politique moderne (1900-1920)*.- Préface de Marc Michel.- Paris : Karthala, 1991.

KELLERMAN, Barbara (ed), *Political Leadership*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1986.

LAGROYE, Jacques, *Sociologie politique*, 3^{ème} éd. revue et mise à jour, Paris, Presses de Sciences-Po et Dalloz, 1997.

LAWSON, Kay (ed.)- *Political Parties and Linkage. A comparative Perspective*.- New York : Yale University Press, 1980.

LECLERCQ, Claude, *Sociologie politique*, Paris, Eyrolles, 1994.

LEFORT, Claude, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Gallimard, 1983.

LEVY, D.C., « Le Mexique : le maintien du gouvernement civil sans la démocratie », in Larry Diamond, Juan J. Linz et Seymour M. Lipset, *Les pays en développement et l'expérience de la démocratie*, Paris : Nouveaux Horizons, 1993.

LIJPHART, Arend, *Democracies*, New Haven, CT, Yale University Press, 1984.

LIJPHART, Arend, *Democracy in Plural Societies. A Comparative Exploration*, New Haven, CT., Yale University Press, 1977.

LINZ, Juan José and STEPAN, Alfred.- *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*.- London and Baltimore, Md. : The Johns Hopkins University Press, 1996.

LIPSET, Seymour Martin, *Political Man*, New York, Doubleday, 1960.

LÔ, Moubarack, *Le Sénégal émergent. Agenda pour le futur*, Dakar, Walfadjri/Afrique, 2003.

LUKIC, R.D., « La théorie de l'élite chez Pareto et Marx », in *Cahiers Vilfredo Pareto*, n°4, 1964, pp. 95-108.

LY, Abdoulaye.- *Les regroupements politiques au Sénégal (1956-1970)*.- Dakar, CODESRIA, 1992.

MACHIAVEL, Nicolas, *Le Prince*, Paris, Flammarion, 1980.

MACHIAVELLI, N., *The Prince*, Hardmonsworth, Penguin, 1961.

MANIN, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 ; Champs/Flammarion, 1996.

MARCH, J.G. and OLSEN, J.P., *Rediscovering Institutions. The Organizational Basis of Politics*, New York, The Free Press, 1989.

MARCH, J.G. and OLSEN, J.P., "The New Institutionalism : Organizational Factors in Political Life", in *American Political Science Review*, 78, 1984, pp. 734-749.

MBAYE, Ndiogou, *Afrique : La démocratie sénégalaise*, Paris, Nouvelles du Sud, 1993.

MBEMBE, Achille, *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

MEISEL, J.H., *The Myth of the ruling class : Gaetano Mosca and the elite*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1958.

MENDY, Marcel, *Wade et le sopi. La longue marche*, 2 tomes, Versailles, Les classiques africains, 2001.

MENY, Yves, *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992.

MICHELS, Robert, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlegens*, Leipzig, Kinkhardt, 1911 ; trad. en français : *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques*, Paris, Flammarion, 1971.

MILLS, Charles Wright, *The Ruling Elite*, New York, Oxford University Press, 1956 ; trad. française : *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspéro, 1969.

MOORE, G., "The Structure of a National Elite Network", in *American Sociological Review*, 44, October 1979, pp. 673-692.

MOSCA, Gaetano, *Elementi di scienza politica*, Roma, Bocca, 1896.

MOSCA, Gaetano, *The Ruling class*, New York, Mc Graw Hill Books, 1939.

MOUFFE, Chantal (ed), *Dimensions of Radical Democracy*, London, Verso, 1992.

MOYSER, George and WAGSTAFFE, Margaret (eds), *Research Methods for Elite Studies*, Boston, Allen & Unwin, 1987.

NDIAYE, Mamadou Ablaye et SY, Alpha Amadou, *Les conquêtes de la citoyenneté. Essai politique sur l'alternance*, Dakar, Sud Communication Editions, 2003.

NDIAYE, Mamadou Ablaye et SY, Alpha Amadou, *Africanisme et théorie du projet social*, Paris, L'Harmattan, 2000.

NIANE, Boubacar, « Des énarques aux managers. Notes sur les mécanismes de promotion au Sénégal », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 86-87, mars 1991, pp. 44-57.

NYE, A.R., *The anti-democratic sources of elite theory : Pareto, Mosca, Michels*, London, Sage Publications, 1977.

NZOUANKEU, Jacques-Mariel.- *Les partis politiques sénégalais*.- Dakar : Clairafrique, 1984.

O'BRIEN, Donal Brian Cruise.- « Le contrat social sénégalais à l'épreuve ».- in *Politique Africaine*, n°45, Mars 1992, pp. 9-20.

O'DONNELL, Guillermo and SCHMITTER, Philippe C., *Transitions from authoritarian Rule : Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

O'DONNELL, Guillermo and SCHMITTER, Philippe C. and WHITEHEAD (eds), Laurence, *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

OSTROGORSKI, Mosei, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy et Fayard (Préface de Pierre Avril), 1903 (réédité par Le Seuil en 1979 avec une présentation de Pierre Rosanvallon).

PARETO, Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, Paris, Droz, 1968 (1^{ère} éd., Paris, Payot, 1917-1919).

PARETO, Vifredo, *The Rise and Fall of the elites : an application of theoretical sociology*, Totowa, N.J., Bedminster Press, 1968 (1901).

POWELL, G. Bingham, *Contemporary Democracies : Participation, Stability and Violence*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1982.

PREWITT, Kenneth and STONE, Alan, *The Ruling Elites : Elite Theory, Power and American Democracy*, New York, Harper & Row, 1973.

PUTNAM, Robert, *The Comparative Study of Elites*, Englewoodd Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1976.

QUANTIN, Patrick, « Les élites politiques face aux transitions démocratiques », in CEAN, *L'Afrique politique : « Le meilleur, le pire et l'incertain »*, Paris, Karthala, 1995, pp. 277-285.

QUERMONNE, Jean-Louis, *L'alternance au pouvoir*, Paris, PUF, 1988.

RIPPEPE, Eugenio, *Gli elitisti italiani*, Pisa, Pacino, 1974.

RIPPEPE, Eugenio, *Le origine della teoria della classe politica*, Milano, Giuffrè, 1971.

ROUQUIE, Alain, « Changement politique et transformation des régimes », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA (dirs), *Traité de science politique*, vol. 2, Paris, P.U.F., 1985.

RUSTOW, Dankwart, « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model », in *Comparative Politics*, avril 1970, pp.337-363.

SALAME, Ghassan (dir.).- *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*.- Paris : Fayard, 1994.

SARTORI, Giovanni, *Comparative Constitutional Engineering : An Inquiry into Structures, Incentives and Outcomes*, New York and London, New York University Press and MacMillan, 1994.

SARTORI, Giovanni, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham, NJ., Chatham House Publishers, 1987.

SARTORI, Giovanni, *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973.

SCHMITT, Carl, *Parlementarisme et démocratie*, Paris, Le Seuil, 1988.

SCHMITT, Carl, *Political Theology*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1985.

SCHMITT, Carl, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Le Seuil, 1972.

SHARE, Donald, « Transitions to Democracy and Transitions Through Transaction », in *Comparative Political Studies*, 19, 1987, pp.525-548.

SINDJOUN, Luc, *Science politique réflexive et savoirs sur les pratiques politiques en Afrique noire*, Dakar, CODESRIA, coll. « Etat de la littérature » 2, 1999.

SINDJOUN, Luc, *L'Etat ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002.

SULEIMAN, Ezra N., *Les hauts fonctionnaires et la politique*, Paris, Le Seuil, 1976.

VECCHINI, F., *La pensée politique de Gaetano Mosca et ses différentes adaptations au cours du XX^e siècle en Italie*, Paris, Cujas, 1968.

YSMAL, Colette, "Elites et leaders", in Madeleine Grawitz et Jean Leca (dirs), *Traité de science politique*, Vol.3 : L'action politique, Paris, PUF, 1985, pp. 603-642.

WEBER, Max, *Economie et société*, 2 tomes, Paris, Plon, 1995.

WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

WILSON, Franck L., *Concepts and Issues in Comparative Politics. An Introduction to Comparative Analysis*, Prentice Hall, New Jersey, 1996, Chap. 7 : "Polical Elites", pp. 114-130.

ZUCCARELLI, François.- *La vie politique sénégalaise*, 2 tomes : 1- 1789-1940 ; 2- 1940-1988.- Paris : CHEAM, 1987 et 1988.

Fin du texte